

**Dahir n° 1-17-26 du 8 hija 1438 (30 août 2017) portant promulgation de la loi n° 97-12 relative à la lutte contre le dopage dans le sport.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42 et 50,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 97-12 relative à la lutte contre le dopage dans le sport, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Rabat, le 8 hija 1438 (30 août 2017).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

SAAD DINE EL OTMANI.

\*

\* \*

Loi n° 97-12

relative à la lutte contre le dopage dans le sport

### Chapitre premier

#### Dispositions générales

##### Article premier

La présente loi a pour objet la prévention et la lutte contre la pratique du dopage dans le sport, la préservation de la santé des sportifs et l'interdiction de pratiques portant atteinte au respect de l'éthique et des valeurs morales du sport.

##### Article 2

Les dispositions de la présente loi s'appliquent, dans le respect des principes édictés à la convention internationale contre le dopage dans le sport adoptée par le congrès général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) signée à Paris le 19 octobre 2005 et au Code mondial antidopage, publiée au « Bulletin officiel » en vertu du dahir n° 1-09-45 du 1<sup>er</sup> ramadan 1432 (2 août 2011) :

- aux activités physiques et sportives régies par la loi n° 30-09 relative à l'éducation physique et aux sports, pratiquées lors et en dehors des compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées conformément à ladite loi par toutes les fédérations sportives ;
- aux activités sportives pratiquées en utilisant des animaux, organisées ou autorisées conformément à la loi n° 30-09 par toutes les fédérations sportives.

### Chapitre II

#### De la prévention contre le dopage dans le sport

##### Article 3

Pour garantir de bonnes conditions de pratique des activités physiques et sportives conformes aux principes énoncés dans la loi précitée n° 30-09 et aux principes du mouvement sportif international, l'administration compétente s'assure que des actions de prévention, de contrôle médical et d'éducation sont mises en œuvre avec le concours des fédérations sportives conformément à ladite loi pour assurer la protection de la santé des sportifs et lutter contre le dopage.

L'Agence marocaine antidopage prévue à l'article 19 ci-dessous et désignée dans la présente loi par l'« Agence » assure les missions de contrôle précitées au même titre que l'administration.

##### Article 4

Les fédérations, les ligues, les associations sportives, les sociétés sportives et tout autre organisme sportif, veillent à la mise en place d'un programme annuel de sensibilisation et d'information relatif à la prévention des dangers du dopage, et ce, en conformité avec le programme national de lutte contre le dopage établi par l'Agence.

Ils sont tenus également d'informer leurs sportifs licenciés, leurs adhérents et leur personnel de formation et d'encadrement des dispositions législatives et réglementaires relatives à la lutte contre le dopage dans le sport.

##### Article 5

Les médecins spécialistes, les biologistes et les cadres médicaux et paramédicaux de la santé scolaire, de la médecine du travail, de la médecine militaire, de la médecine générale et de la médecine vétérinaire, participent aux actions de sensibilisation et de prévention des dangers du dopage dans le sport.

Participent également aux actions de sensibilisation les cadres scientifiques et techniques formés et qualifiés dans la lutte antidopage ainsi que les cadres sportifs, les dirigeants et les anciens sportifs ayant obtenu des performances sportives aux niveaux national et international.

##### Article 6

Les cadres médicaux et paramédicaux ayant pour mission le contrôle médical des sportifs au sein de l'organisme sportif ainsi que les cadres scientifiques et techniques qualifiés dans la lutte antidopage, procèdent, chacun en ce qui le concerne :

- à toute action de promotion et de diffusion de la culture de lutte contre le dopage dans le sport et des programmes prévus en la matière et les moyens et procédures prévus par les dispositions de la présente loi et ceux fixés par les instances internationales concernées ;
- au contrôle de toute substance ou produit délivrés aux sportifs à titre de médicament, nourriture ou tout autre produit afin de s'assurer qu'ils ne contiennent pas de substances interdites en vertu de la présente loi et des textes pris pour son application.

**Article 7**

Tout sportif licencié participant aux activités physiques et sportives visées à l'article 2 ci-dessus, quelle que soit la discipline sportive qu'il pratique, doit :

- informer le médecin traitant ou le personnel médical et paramédical de l'organisme sportif auquel il appartient, de tous les médicaments qui lui sont prescrits, ainsi que tous produits de substitution ou compléments alimentaires ;
- s'interdire d'entreprendre toute action publicitaire ou de participer à tout programme de promotion de produits dopants et de substances et méthodes interdites dans le sport.

Tout responsable d'un animal participant à une compétition sportive est tenu d'informer le médecin vétérinaire concerné des médicaments prescrits pour l'animal ainsi que tous produits de substitution ou compléments alimentaires consommés par cet animal.

**Article 8**

Tout sportif licencié participant aux activités sportives et physiques visées à l'article 2 ci-dessus doit faire état de sa qualité lors de toute consultation médicale qui donne lieu à prescription.

Lorsque le médecin traitant estime indispensable de prescrire des substances ou des méthodes dont l'utilisation est interdite en vertu de l'article 9 ci-après et des textes pris pour son application, il doit informer par écrit l'intéressé de leur incompatibilité avec la pratique sportive, sous peine de sanctions disciplinaires prononcées par l'Ordre national des médecins. Il mentionne, sur l'ordonnance remise au sportif, qu'il lui a délivré cette information.

Dans ce cas, le sportif concerné est tenu, en concertation avec son médecin traitant, d'adresser à l'Agence avant l'utilisation de toute substance ou méthode interdites, une demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques, telle que prévue à l'article 11 de la présente loi.

**Chapitre III***De l'interdiction du dopage***Article 9**

Il est interdit à tout sportif, lors ou en dehors des compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par toutes les fédérations, de commettre une violation des règles antidopage.

Constituent une violation des règles antidopage :

1. la présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans un échantillon fourni par un sportif ;
2. l'usage ou la tentative d'usage par un sportif d'une substance interdite ou d'une méthode interdite ;

3. le fait de se soustraire au prélèvement d'un échantillon, sans justification valable, après en avoir reçu notification, de refuser le prélèvement d'un échantillon ou de ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon ;

4. les manquements de la part d'un sportif à ses obligations en matière de localisation telles que définies au standard international de contrôle et d'enquête. Il s'agit de la combinaison de trois contrôles manqués et/ou manquements à l'obligation de transmission d'information sur la localisation pendant une période de douze mois ;

5. le recours par un sportif dans le cadre de son activité sportive, directement ou indirectement, à titre onéreux ou gratuit :

- aux services ou aux conseils d'une personne qui a fait l'objet d'une sanction disciplinaire ou pénale devenue définitive pour violation de l'une des règles antidopage, prononcée par les instances compétentes marocaine ou relevant d'un Etat partie à la Convention internationale contre le dopage dans le sport ou par un organisme sportif international signataire du code mondial antidopage et ce pendant six années à compter de la date de ladite sanction ;
- à une autre personne servant de couverture ou d'intermédiaire pour la personne précitée ci-dessus.

L'interdiction prévue aux paragraphes 1° et 2° ci-dessus ne s'applique pas aux substances ou méthodes pour lesquelles le sportif dispose d'une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques conformément aux dispositions de l'article 11 ci-dessous ou d'une raison médicale donnant droit à une telle autorisation.

L'administration fixe la liste des substances et des méthodes interdites telle qu'elle est établie conformément à la convention internationale contre le dopage dans le sport. Cette liste est publiée au « Bulletin officiel ».

Elle veille également à la mise à jour de ladite liste selon la même procédure.

**Article 10**

Constitue également une violation des règles antidopage interdite à toute personne lors ou en dehors des compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par toutes les fédérations sportives :

1. la falsification ou la tentative de falsification de tout élément du contrôle antidopage. Il s'agit de tout comportement préjudiciable au processus du contrôle du dopage ou le fait de volontairement perturber ou tenter de perturber dans son travail un agent de contrôle antidopage, de fournir des renseignements frauduleux à l'Agence ou d'intimider ou de tenter d'intimider un témoin potentiel ;

2. la possession d'une substance ou méthode interdites, sans raison médicale justifiée ;

3. le trafic ou la tentative de trafic d'une substance ou méthode interdites ;

4. le fait de prescrire, de céder ou d'offrir à un sportif ou au responsable d'un animal susceptible de participer auxdites compétitions et manifestations une ou plusieurs substances ou méthodes interdites ;

5. le fait d'administrer ou d'appliquer une ou plusieurs substances ou méthodes interdites à un sportif ou à un animal susceptible de participer auxdites compétitions et manifestations ;

6. la complicité à une violation des règles antidopage. Il s'agit de toute assistance, incitation, contribution, conspiration, dissimulation ou toute autre forme de complicité intentionnelle impliquant une violation ou une tentative de violation de l'une des règles antidopage ou une violation d'une suspension prononcée en application de la présente loi par une autre personne.

L'interdiction prévue aux paragraphes 4° et 5° ci-dessus ne s'applique pas aux substances ou méthodes pour lesquelles le sportif dispose d'une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques conformément aux dispositions de l'article 11 ci-après ou d'une raison médicale donnant droit à une telle autorisation.

#### Article 11

Des autorisations d'usage des substances et méthodes interdites peuvent être accordées à des fins thérapeutiques selon les modalités fixées par voie réglementaire en conformité avec le standard international des autorisations à usage thérapeutique.

### Chapitre IV

#### *Du contrôle du dopage*

#### Article 12

Des opérations de contrôle sont effectuées dans tout espace sportif ou en dehors de celui-ci, à l'occasion ou en dehors de compétitions et manifestations sportives, de manière inopinée ou programmée par l'Agence, agissant de sa propre initiative ou à la demande d'une fédération sportive nationale, d'une fédération sportive internationale, d'une organisation antidopage étrangère ou de l'Agence mondiale antidopage, à l'effet de rechercher et constater les faits constituant des violations des règles antidopage conformément aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

Il est interdit à toute personne, par quelque moyen que ce soit, de s'opposer aux mesures de contrôle prévues par les dispositions de la présente loi.

#### Article 13

Le contrôle antidopage est effectué par des agents de contrôle relevant de l'Agence, qualifiés conformément aux standards internationaux en la matière, dûment assermentés et spécialement commissionnés à cet effet par l'Agence.

Les agents de contrôle sont tenus au secret professionnel dans les conditions et sous peine des sanctions prévues à l'article 446 du code pénal.

#### Article 14

Aux fins du contrôle antidopage, les agents de contrôle procèdent à des prélèvements d'échantillons biologiques, sur les sportifs ou sur les animaux utilisés dans le sport, destinés à mettre en évidence l'utilisation de méthodes interdites ou à déceler la présence dans l'organisme de substances interdites.

Les opérations de contrôle doivent s'effectuer selon les modalités fixées par voie réglementaire conformément au standard international en la matière.

#### Article 15

L'agent de contrôle dresse un procès-verbal de prélèvement devant mentionner, sous peine de nullité, l'approbation du sportif licencié ou du responsable de l'animal sur la régularité des procédures du prélèvement de l'échantillon et l'exactitude des informations y indiquées.

Ledit procès-verbal doit être transmis à l'Agence dans le premier jour ouvrable qui suit l'opération du prélèvement de l'échantillon. Une copie en est remise à l'intéressé.

La forme et le contenu du procès-verbal de prélèvement sont fixés par voie réglementaire.

#### Article 16

Toute analyse d'échantillon biologique et tout examen de prélèvement ne peuvent être effectués qu'auprès d'un laboratoire accrédité par l'Agence mondiale antidopage et conformément au standard international pour les laboratoires.

#### Article 17

Lorsqu'il apparaît au vu du rapport établi par le laboratoire ayant effectué l'analyse et l'examen de l'échantillon, qu'il y a cas de dopage, l'Agence doit procéder à :

- la vérification de l'existence ou non d'une autorisation permettant l'usage à des fins thérapeutiques de substances et méthodes interdites qui ont été décelées ;

- la vérification de l'existence ou non d'une raison médicale donnant droit à une autorisation d'usage à fins thérapeutiques ;
- la vérification de la régularité des opérations de contrôles et des analyses conformément aux modalités et standards prévus aux articles 14 et 16 ci-dessus.

En cas de doute sur les résultats d'analyse, l'Agence peut procéder à des enquêtes complémentaires pour s'assurer de l'usage de la substance ou de la méthode interdite.

#### Article 18

Aussitôt qu'elle ait achevé les procédures de vérifications et d'enquêtes prévues à l'article 17 ci-dessus, l'Agence est tenue de notifier au sportif ou au responsable de l'animal concerné le résultat positif des analyses effectuées sur l'échantillon du sportif ou de l'animal utilisé dans le sport.

Le sportif ou le responsable de l'animal utilisé dans le sport est en droit de demander à l'Agence, dans un délai de sept (7) jours à compter de la date de ladite notification, de procéder à une deuxième analyse de son prélèvement.

Si le résultat de la deuxième analyse ne confirme pas celui de la première analyse, le contrôle sera considéré en entier comme négatif. En revanche, si ledit résultat confirme celui de la première analyse, il sera procédé à la poursuite de la gestion des résultats. En toute hypothèse, le résultat de la deuxième analyse est notifié au sportif ou au responsable de l'animal concerné.

Il est également notifié à l'Agence mondiale antidopage, à la fédération internationale concernée, et à l'organisation nationale antidopage dont relève le sportif étranger, le cas échéant, et ce, selon les modalités fixées par le code mondial antidopage.

### Chapitre V

#### *De l'Agence marocaine antidopage*

##### Section première. – De la création et des missions

#### Article 19

Il est créé sous la dénomination de l'« Agence marocaine antidopage », une institution indépendante sous forme d'une personne morale de droit public dotée de l'autonomie financière, dont le siège est fixé à Rabat.

Le gouvernement est représenté auprès de l'Agence par un commissaire du gouvernement nommé par décret sur proposition de l'autorité gouvernementale chargée des finances. Le commissaire du gouvernement est chargé de contrôler, pour le compte de l'Etat, les activités de l'Agence, de veiller au respect par celle-ci des dispositions législatives et réglementaires régissant ses activités et de s'assurer que l'Agence dispose des moyens nécessaires pour l'exercice de ses missions.

#### Article 20

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de lutte contre le dopage, l'Agence est chargée des missions suivantes :

- préparer et exécuter le programme annuel des actions de contrôle antidopage dans le sport sous toutes ses formes ;
- coordonner les actions de prévention et de lutte contre le dopage ;
- proposer toute mesure de nature à permettre la prévention et la lutte contre le dopage ;
- entreprendre des campagnes d'information, à travers tous les moyens possibles, afin d'informer le public et les intéressés des mesures législatives, réglementaires et fédérales prévues pour la lutte contre le dopage ;
- assister les administrations et les fédérations, les associations et les sociétés sportives dans les mesures à prendre pour la prévention et la lutte contre le dopage, et à cet effet, se faire communiquer par les administrations compétentes ainsi que par les fédérations, les associations et les sociétés sportives, toutes informations relatives à la préparation, à l'organisation et au déroulement des entraînements, compétitions et manifestations sportives ;
- mettre en œuvre un programme d'éducation, de formation et de sensibilisation, aussi bien pour les sportifs que pour le personnel d'encadrement, se rapportant aux effets négatifs du dopage sur l'éthique et les valeurs du sport, ses conséquences sur la santé, les droits et les devoirs du sportif à ce sujet et les voies et moyens d'éviter le recours au dopage dans la pratique et la compétition sportives ;
- assurer le suivi des résultats des analyses des échantillons et des procédures de confirmation des résultats ;
- statuer sur tous les dossiers à caractère disciplinaire relatifs aux affaires de dopage constatées lors ou en dehors des compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par les fédérations sportives conformément à la législation en vigueur ;
- octroyer les autorisations à usage thérapeutique mentionnée à l'article 11 ci-dessus ;
- reconnaître la validité des autorisations d'usage à des fins thérapeutiques délivrées par les instances compétentes relevant d'un Etat partie à la convention internationale contre le dopage dans le sport ou par un organisme sportif international signataire du code mondial antidopage ;
- participer aux études et recherches et au développement de la recherche scientifique en matière de lutte contre le dopage ainsi que les moyens et méthodes de sa découverte ;

- octroyer les certificats d'aptitude et d'agrément après la formation des agents de contrôle antidopage ;
- coopérer avec les fédérations et les organisations sportives nationales et internationales et correspondre avec l'Agence mondiale antidopage ;
- conclure des accords et conventions avec les organisations et les institutions internationales dans le domaine du contrôle et de lutte antidopage aux plans national et international ;
- donner des avis sur les projets de textes législatifs et réglementaires se rapportant à la lutte contre le dopage ;
- élaborer un rapport annuel relatif à ses activités et le transmettre à l'autorité gouvernementale compétente. Ce rapport devient public dès sa transmission à ladite autorité.

## Section 2. – De la composition et de l'organisation de l'Agence

### Article 21

Les organes de l'agence sont :

- le président ;
- le conseil d'administration ;
- le conseil de discipline.

#### Sous-section première. – Du président

### Article 22

Le président de l'Agence est nommé conformément à la législation en vigueur pour une durée de six ans renouvelable une seule fois.

Le président de l'Agence assure la présidence du conseil d'administration.

### Article 23

Sous réserve des attributions dévolues expressément par la présente loi au conseil d'administration, le président de l'Agence détient tous les pouvoirs et attributions nécessaires à la direction et à la gestion de l'Agence. A cet effet, il :

- arrête l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration, en prépare les travaux et en établit le compte-rendu des délibérations ;
- tient le conseil d'administration périodiquement informé des activités de l'Agence et de la réalisation de ses missions ;
- organise les services de l'Agence et définit leurs missions conformément à l'organigramme fixé par le conseil d'administration ;
- assure la gestion de l'ensemble des services de l'Agence et coordonne leurs activités ;

- prépare le projet du rapport annuel de l'Agence, le projet de son budget annuel ainsi que le projet du statut de son personnel, qu'il soumet à l'approbation du conseil d'administration ;
- nomme aux emplois de l'Agence conformément au statut de son personnel ;
- accomplit ou autorise tous actes ou opérations relatifs aux missions de l'Agence ;
- représente l'Agence vis-à-vis de l'Etat, de l'administration, de tout organisme public ou privé, de tout organisme sportif national ou étranger et des tiers ;
- fait, au nom de l'Agence, tout acte conservatoire relatif à son patrimoine ;
- représente l'Agence en justice et agit en son nom.

Le président de l'Agence exécute les décisions du conseil d'administration, lequel peut lui déléguer les pouvoirs ou missions qu'il estime nécessaires.

Il peut déléguer, sous sa responsabilité, une partie de ses pouvoirs ou attributions au personnel de l'Agence.

#### Sous-section 2. – Du conseil d'administration

### Article 24

Le conseil d'administration de l'Agence comprend outre son président :

1. Trois membres ayant compétence dans les domaines judiciaire et juridique :

- un magistrat près la cour de cassation, désigné par le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire ;
- un avocat général à la cour de cassation, désigné par le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire ;
- un conseiller juridique ayant une bonne connaissance de la législation sportive, désigné par l'autorité gouvernementale compétente ;

2. Trois membres ayant compétence dans les domaines de la pharmacologie, de la toxicologie et de la médecine du sport, désignés par l'autorité gouvernementale compétente, sur proposition des présidents des ordres professionnels nationaux concernés ;

3. Un membre ayant compétence en médecine vétérinaire, désigné par l'autorité gouvernementale compétente ;

4. Trois membres qualifiés dans le domaine du sport :

- une personne inscrite ou ayant été inscrite sur la liste des sportifs de haut niveau, désignée par l'autorité gouvernementale compétente sur proposition du président du comité national olympique marocain ;
- un représentant du comité national olympique marocain ;
- un représentant du comité national paralympique marocain.

Le conseil d'administration peut s'adjoindre, à titre consultatif, toute autre personne dont il juge la participation utile.

## Article 25

Le commissaire du gouvernement assiste aux réunions du conseil d'administration à titre consultatif.

Il peut demander l'inscription d'une question à l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration.

## Article 26

Les membres du conseil d'administration sont désignés pour une durée de 6 ans renouvelable une seule fois.

Le mandat des membres du conseil d'administration n'est pas interrompu même par les règles concernant la limite d'âge éventuellement applicables aux intéressés.

En cas de décès, de démission, d'incompatibilité visée à l'article 27 ci-dessous ou d'absence à trois réunions consécutives du conseil d'administration, le membre concerné est remplacé selon les mêmes modalités pour la durée du mandat restant à courir.

## Article 27

Les membres du conseil d'administration exercent leurs missions en toute indépendance.

Il leur est interdit, par eux-mêmes ou par personne interposée, d'avoir, dans les organismes dont les activités ont un lien avec les missions de l'Agence, des intérêts de nature à compromettre leur indépendance.

Tout membre de l'Agence et toute autre personne doit s'abstenir de participer à la prise de décision ou d'accomplir une quelconque mission au sein de l'Agence qui pourrait le placer en situation de conflit d'intérêt.

## Article 28

Les membres du conseil d'administration ainsi que l'ensemble du personnel de l'Agence, sont tenus, dans les conditions et sous peine des sanctions prévues à l'article 446 du code pénal, de garder secrètes les informations dont ils peuvent avoir connaissance à l'occasion de l'exercice de leurs missions ou fonctions.

## Article 29

Sous réserves des attributions dévolues au conseil de discipline, le conseil d'administration est investi de tous les pouvoirs et attributions nécessaires à l'administration de l'Agence et à l'accomplissement des missions dévolues à cette dernière en vertu de la présente loi.

A cet effet, le conseil d'administration est chargé de :

- arrêter le programme annuel de l'Agence en matière de prévention et de sensibilisation contre le dopage ;
- arrêter le programme annuel du contrôle antidopage ;
- adopter le règlement disciplinaire prévu à l'article 32 ci-dessous ;
- délibérer sur toute question en rapport avec les missions de l'Agence ;

- adopter le règlement intérieur de l'Agence ;
- définir l'organigramme de l'Agence et les attributions de ses différents services sur proposition du président ;
- approuver le rapport annuel de l'Agence ;
- approuver le budget annuel de l'Agence et les modifications apportées à celui-ci en cours d'exercice ;
- approuver le règlement fixant les règles et modes de passation des marchés et ce, dans le respect des dispositions réglementaires régissant les marchés publics ;
- délibérer au sujet de toutes questions relatives à l'organisation et à la politique générale de l'Agence.

Le Conseil d'administration met en place une structure d'audit interne chargée de veiller, à travers des audits réguliers, au respect par les différents services administratifs et financiers de l'Agence, des normes et procédures s'appliquant à leurs activités. Cette structure établit un rapport annuel qui est transmis au conseil d'administration.

## Article 30

Le conseil d'administration se réunit autant que de besoin et au moins une fois par trimestre.

Il se réunit sur convocation de son président, agissant de sa propre initiative ou à la demande du tiers de ses membres.

## Article 31

Le conseil d'administration délibère valablement lorsque la moitié au moins de ses membres sont présents et prend ses décisions à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

## Sous-section 3. – Du conseil de discipline

## Article 32

Le conseil de discipline est compétent, à l'exclusion de toute autre juridiction sportive, pour connaître des faits constituant une violation des règles antidopage tels que prévus par la présente loi. Il est notamment chargé :

- d'instruire les faits constituant une violation des règles antidopage ;
- de procéder à la gestion des résultats sous réserve des missions de l'Agence en la matière ;
- d'infliger les sanctions disciplinaires prévues par la présente loi.

A cet effet, l'Agence adopte, dans le respect des droits de la défense et conformément aux principes édictés par le code mondial antidopage, un règlement disciplinaire fixant notamment :

- les principes régissant la gestion des résultats ;
- la procédure suivie devant le conseil de discipline ;
- les périodes de suspension correspondant à chaque violation des règles antidopage ;
- les périodes de suspension en cas de violations multiples ;
- les cas d'élimination, de réduction et de sursis de la période de suspension.

Ce règlement doit être approuvé par l'administration compétente qui s'assure de ladite conformité.

**Article 33**

Le conseil de discipline siège soit en formation disciplinaire de première instance soit en formation disciplinaire d'appel.

Chaque formation se compose d'un nombre impair des membres du conseil d'administration dont au moins trois parmi les catégories 1, 2 et 4 prévues à l'article 24 ci-dessus. Elle est obligatoirement présidée par un membre relevant de la catégorie 1.

Toutefois, les membres ayant siégé dans une formation disciplinaire de première instance ne peuvent être membres de la formation disciplinaire d'appel chargée de statuer en appel sur la même affaire dont ils ont connu en première instance.

Ne peuvent également être membre d'une formation disciplinaire, les membres du conseil d'administration ayant procédé aux opérations de contrôle ou d'analyse donnant lieu à une poursuite disciplinaire devant ladite formation ou les ayant supervisées.

**Section 3. – De l'organisation et du contrôle financiers  
de l'Agence**

**Article 34**

Le budget de l'Agence comprend :

*a) En recettes :*

- les revenus provenant de ses activités ;
- les revenus de ses biens meubles et immeubles ;
- les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et de tout organisme de droit public ou privé dont les activités n'ont aucun lien avec les missions de l'Agence ;
- les dons et legs qui ne sont pas susceptibles d'affecter l'indépendance de l'Agence ;
- toute autre recette qui peut lui être attribuée ultérieurement.

*b) En dépenses :*

- les dépenses d'équipement ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les remboursements de prêts ;
- toute autre dépense en relation avec les missions de l'Agence.

**Article 35**

Le recouvrement des créances de l'Agence s'effectue conformément à la législation en vigueur relative au recouvrement des créances publiques.

**Article 36**

Le président est ordonnateur des recettes et des dépenses du budget de l'Agence. Il peut instituer des sous ordonnateurs conformément à la réglementation relative à la comptabilité publique.

Un comptable détaché auprès de l'Agence par décision de l'autorité gouvernementale chargée des finances, assume auprès du président de l'Agence les attributions dévolues aux comptables publics par les lois et règlements en vigueur.

L'exécution du budget de l'Agence est soumise au contrôle de la Cour des comptes.

**Section 4. – Du personnel****Article 37**

Pour l'accomplissement des missions qui lui sont imparties par la présente loi, l'Agence est dotée d'un personnel recruté par ses soins conformément au statut de son personnel, mis à sa disposition ou détaché des administrations publiques conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

L'Agence peut également faire appel à des consultants et à des contractuels marocains ou étrangers pour des missions déterminées.

**Article 38**

Le personnel détaché auprès de l'Agence en vertu de l'article 37 ci-dessus, pourra être intégré, sur sa demande, dans les cadres de l'Agence conformément au statut de son personnel, dans un délai de six mois à compter de la date de leur détachement.

**Article 39**

La situation conférée par ledit statut au personnel intégré ou détaché en application des articles 37 et 38 ci-dessus, ne saurait en aucun cas être moins favorable que celle détenue par les intéressés dans leur cadre d'origine à la date de leur détachement.

**Article 40**

Le personnel visé aux articles 37 et 38 ci-dessus demeure affilié, pour les régimes de pension, aux caisses auxquelles il cotisait à la date de son détachement.

**Chapitre VI***De la constatation des infractions et des sanctions***Section première. – De la constatation des infractions****Article 41**

Outre les officiers de police judiciaire agissant conformément aux dispositions de la loi relative à la procédure pénale, sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions de la présente loi les agents de contrôle visés à l'article 13 de la présente loi.

Les agents de contrôle constatent les infractions aux dispositions de la présente loi par procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Les procès-verbaux sont transmis dans les cinq jours suivant leur établissement à l'Agence et au procureur du Roi compétent, le cas échéant, en vue d'engager les poursuites que justifie l'infraction.

## Article 42

Dans l'exercice des missions qui leur sont imparties en vertu des dispositions de la présente loi, les agents de contrôle, ont accès aux lieux, locaux, enceintes, installations ou établissements ainsi qu'à leurs annexes, où se déroule une compétition ou une manifestation organisée ou autorisée par toute fédération sportive ou des entraînements y préparant. Ce droit d'accès s'étend aux moyens de transport qui y sont utilisés ainsi qu'à tout lieu permettant la réalisation desdits contrôles y compris les parties servant d'habitation et le domicile des intéressés.

Les agents de contrôle cités ci-dessus ne peuvent accéder aux lieux mentionnés dans cet article pour effectuer des opérations de contrôle qu'entre 6 heures et 21 heures ou à tout moment dès lors qu'ils sont ouverts au public ou qu'une compétition ou manifestation sportives ou des entraînements y préparant sont en cours. Les contrôles effectués aux parties desdits lieux servant d'habitation ou aux domiciles des intéressés ne peuvent avoir lieu qu'entre 6 heures et 21 heures, sauf, à titre exceptionnel, s'il existe des éléments ou indices justifiant le recours à cette mesure.

Les agents de contrôle peuvent demander la communication de toute pièce et de tout document utiles, en prendre copie et recueillir toute information ou observation des intéressés. Toutefois, les informations à caractère médical ne peuvent être recueillies que par les agents de contrôle ayant la qualité de médecin.

## Article 43

Dans les lieux et les moyens de transport visés à l'article 42 ci-dessus, les agents de contrôle peuvent saisir toute substance, produit, objet, appareil, document ou moyens de transport se rapportant à la violation des règles antidopage, sous réserve d'en aviser dans un délai de 24 heures le procureur du Roi compétent.

Les substances, produits, objets, appareils, documents ou moyens de transport saisis sont immédiatement inventoriés en présence de l'intéressé ou de son représentant. L'inventaire est annexé au procès-verbal sur les lieux. Copie du procès-verbal et de l'inventaire est remise à l'intéressé ou à son représentant.

Les originaux du procès-verbal et de l'inventaire sont transmis, dans un délai de 5 jours suivant leur établissement, au procureur du Roi compétent qui peut à tout moment ordonner la main levée de ladite saisie.

## Section 2. – Des sanctions disciplinaires

## Article 44

Dans l'exercice de son pouvoir disciplinaire, le conseil de discipline prononce l'une des sanctions disciplinaires suivantes :

- l'avertissement ;
- le blâme ;

- l'annulation des résultats obtenus lors d'une compétition ou manifestation sportive au cours de laquelle la violation d'une règle antidopage est survenue ou postérieures au prélèvement de l'échantillon ou à la préparation de la violation des règles antidopage, et ce avec toutes les suites qui en résultent dont le retrait de toutes les médailles, titres, prix et points obtenus ;
- la suspension provisoire ou définitive de participer aux compétitions ou manifestations sportives ainsi qu'aux entraînements y préparant ;
- l'interdiction provisoire ou définitive de participer directement ou indirectement à l'organisation ou au déroulement des compétitions ou manifestations sportives ainsi que des entraînements y préparant ;
- l'interdiction provisoire ou définitive d'organiser des compétitions ou manifestations sportives ainsi que les entraînements y préparant ;
- le retrait temporaire ou définitif des licences et des autorisations délivrées par toutes les fédérations sportives ;
- le remboursement des frais de contrôle et des procédures résultant de la violation des règles antidopage.

La publication de la décision disciplinaire rendue par le conseil de discipline doit, sauf si la personne concernée est mineure, s'effectuer selon les modalités fixées par voie réglementaire en conformité avec les dispositions du code mondial antidopage.

## Article 45

En cas de violation des règles antidopage commises par deux ou plusieurs membres d'une équipe d'un sport collectif à l'occasion d'un événement sportif, l'organisme chargé de l'organisation de l'événement concerné est tenu d'infliger une sanction disciplinaire appropriée à l'ensemble de l'équipe comme l'annulation des résultats obtenus, l'interdiction de participer à la compétition ou à la manifestation sportives ou autres, et ce sans préjudice des suites réservées aux sportifs ayant commis la violation des règles antidopage.

## Article 46

Lorsqu'il est établi qu'une violation grave des règles antidopage prévues aux paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 10 de la présente loi et concernant les substances non spécifiées telles qu'elles sont définies par le code mondial antidopage, est commise par un sportif mineur du fait d'une complicité de la part de son personnel d'encadrement, le conseil de discipline prononce à l'encontre dudit personnel, une sanction d'interdiction d'exercer à vie toute activité d'encadrement.

Ladite violation doit, en outre, être communiquée aux autorités administratives, professionnelles et judiciaires compétentes.



## Article 47

Lorsqu'il est établi qu'une association sportive, société sportive ou tout autre organisme sportif est impliqué dans des faits constituant une violation des règles antidopage, l'Agence peut poursuivre par voie de justice la dissolution de la personne morale, sans préjudice des sanctions disciplinaires ou pénales pouvant être prononcées à l'encontre de ses dirigeants ayant commis ou tenté de commettre ladite violation.

## Article 48

L'Agence ne peut poursuivre ou sanctionner quiconque ayant justifié qu'il avait été condamné pour les mêmes faits par une décision définitive rendue par une instance étrangère compétente relevant d'un Etat partie à la Convention internationale contre le dopage dans le sport ou par un organisme sportif international signataire du code mondial antidopage ;

## Article 49

Les décisions disciplinaires définitives prises au nom de l'Agence sont susceptibles de recours pour excès de pouvoir devant la chambre administrative de la Cour de cassation.

## Article 50

L'action disciplinaire se prescrit par dix ans à compter de la date du contrôle ou, le cas échéant, de la date à laquelle la violation de la règle antidopage a été commise.

## Section 3. – Des sanctions pénales

## Article 51

Les sanctions prévues par la présente section ne font pas obstacle à l'application des sanctions plus graves prévues par la législation pénale en vigueur.

## Article 52

L'opposition commise avec violence aux fonctions des agents de contrôle visés à l'article 13 ci-dessus, les injures et voies de fait commises à leur égard, sont punies des peines prévues aux articles 263 et 267 du code pénal.

## Article 53

Est puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 20.000 à 50.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque ayant commis une violation des règles antidopage prévue à l'article 10 de la présente loi.

Les minimums et les maximums des peines prévues au premier alinéa du présent article sont portés respectivement à 2 ans et 5 ans d'emprisonnement et à 50.000 et 100.000 dirhams d'amende lorsque les faits sont commis en bande organisée ou à l'égard d'un mineur ou par une personne ayant autorité sur un ou des sportifs.

## Article 54

Est puni d'un emprisonnement de 1 an à 3 ans et d'une amende de 30.000 à 60.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque méconnaît l'exécution d'une sanction disciplinaire définitive prononcée par l'Agence à son encontre.

## Article 55

Les personnes coupables de l'une des infractions prévues à la présente section peuvent être condamnées également à une ou plusieurs des peines accessoires ou mesures de sûreté suivantes :

- la confiscation des substances ou méthodes et des produits, objets, appareils, documents ou moyens de transport qui ont servi ou devraient servir à l'infraction ou qui en sont le produit, ainsi que des dons et avantages qui ont servi ou devrait servir à recomposer l'auteur de l'infraction ;
- la dissolution de la personne morale ;
- la publication de la décision de condamnation, dans les conditions prévues par l'article 48 du code pénal ;
- l'incapacité, dans les conditions prévues à l'article 86 du code pénal, d'exercer toutes fonctions ou emplois publics ;
- l'interdiction, dans les conditions prévues à l'article 87 du code pénal, d'exercer toute profession, activité ou art dans l'exercice ou à l'occasion duquel l'infraction a été commise ;
- la fermeture de l'établissement ayant servi à commettre l'infraction.

## Article 56

En cas de récidive, les sanctions prévues aux articles 52, 53 et 54 ci-dessus sont portées au double.

Est en état de récidive, quiconque ayant été par décision irrévocable, condamné à une peine pour l'une des infractions prévues à la présente section, a commis une même infraction dans les cinq ans qui suivent l'expiration de cette peine ou sa prescription.

Pour la détermination de la récidive, sont considérées comme constituant la même infraction, toutes les infractions prévues à la présente section.

## Chapitre VII

*Dispositions finales*

## Article 57

Pour toute interprétation relative aux règles antidopage, il y a lieu de se référer au code mondial antidopage.

## Article 58

La présente loi entre en vigueur à compter de la date de publication au *Bulletin officiel* des textes réglementaires nécessaires à son application.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6604 du 23 hija 1438 (14 septembre 2017).

**Décret n° 2-17-99 du 9 kaada 1438 (2 août 2017) modifiant le décret n° 2-93-66 du 14 rabii II 1414 (1<sup>er</sup> octobre 1993) pris en application de la loi n° 016-89 relative à l'exercice de la profession d'architecte et à l'institution de l'Ordre national des architectes.**

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi n° 016-89 relative à l'exercice de la Profession d'architecte et à l'institution de l'Ordre national des architectes, promulguée par le dahir n° 1-92-122 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993), telle qu'elle a été modifiée et complétée, notamment son article 56 ;

Vu le décret n° 2-15-40 du 1<sup>er</sup> jourmada I 1436 (20 février 2015) fixant le nombre des régions, leurs dénominations, leurs chefs-lieux ainsi que les préfectures et provinces qui les composent ;

Vu le décret n° 2-93-66 du 14 rabii II 1414 (1<sup>er</sup> octobre 1993) pris en application de la loi n° 016-89 relative à l'exercice de la profession d'architecte et à l'institution de l'Ordre national des architectes, tel qu'il a été modifié et complété, notamment son article 21 ;

Sur proposition du ministre de l'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville ;

Sur demande argumentée du conseil national de l'Ordre des architectes ;

Après délibération en Conseil du gouvernement réunit le 25 chaoual 1438 (20 juillet 2017),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions du premier alinéa de l'article 21 du décret susvisé n° 2-93-66 du 14 rabii II 1414 (1<sup>er</sup> octobre 1993) sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 21 (alinéa premier). – En application des dispositions des 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> alinéas de l'article 56 de la loi précitée n° 016-89, le ressort territorial des conseils régionaux de l'Ordre des architectes sont fixés comme suit :

CONSEILS RÉGIONAUX DES ARCHITECTES	LES PRÉFECTURES ET PROVINCES RELEVANT DU RESSORT TERRITORIAL DES CONSEILS RÉGIONAUX	SIÈGE DU CONSEIL
Conseil de la Région de Tanger-Tétouan- Al Hoceima (Zone de Tanger)	Tanger - Assilah Fahs - Anjra Larache Chefchaouen	Tanger
Conseil de la Région de Tanger-Tétouan- Al Hoceima (Zone de Tétouan)	Tétouan M'diq- Fnideq	Tétouan
Conseil de la Région de l'Oriental (Zone d'Oujda)	Oujda-Angad Jerada Berkane Taourirt Figuig	Oujda
Conseil de la Région de l'Oriental et de la Province d'Al Hoceima (Zone de Nador)	Nador Al Hoceima Driouch	Nador

Conseil de la Région de Fès-Meknès et de la Province de Guercif (Zone de Fès)	Fès Sefrou Boulemane Moulay Yacoub Taza Guercif Taounate	Fès
Conseil de la Région de Fès-Meknès et des Provinces d'Errachidia, Midelt et Khénifra (Zone de Meknès)	Meknès El Hajeb Ifrane Errachidia Midelt Khénifra	Meknès
Conseil de la Région de Rabat-Salé-Kénitra (Zone de Rabat)	Rabat Salé Skhirate-Témara Khémisset	Rabat
Conseil de la Région de Rabat-Salé-Kénitra et de la Province de Ouazzane (Zone de Kénitra)	Sidi Kacem Kénitra Sidi Slimane Ouazzane	Kénitra
Conseil de la Région de Casablanca-Settat et des Provinces de Béni-Mellal, Azilal, Fquih Ben Salah, Khouribga	Casablanca Mohammadia Nouaceur Médiouna Benslimane Berrechid Settat Sidi Bennour Béni-Mellal Azilal Fquih Ben Salah Khouribga	Casablanca
Conseil de la Région de Marrakech-Safi (Zone de Marrakech)	Marrakech Chichaoua Al Haouz El-Kelâa-des-Sraghna Essaouira Rehamna Youssoufia	Marrakech
Conseil de la Région de Marrakech-Safi et de la Province d'El Jadida (Zone d'El Jadida)	Safi El Jadida	El Jadida
Conseil des Régions de Souss-Massa, Guelmim-Oued Noun, Laâyoune-Sakia El Hamra, Dakhla-Oued Ed-Dahab et des provinces de Tinghir-Zagora-Tata et Guelmim	Agadir - Ida-ou-Tanane Inezgane - Aït-Melloul Chtouka - Aït-Baha Taroudant Tiznit Ouarzazate Tinghir Zagora Tata Guelmim Assa-Zag Tan-Tan Sidi Ifni Laâyoune Boujdour Tarfaya Es-Semara Oued Ed-Dahab Aousserd	Agadir